



PROCHE ET MOYEN-ORIENT

À Gaza, Israël utilise la famine comme « arme de guerre »

Depuis une semaine, une vingtaine de personnes sont mortes de faim dans le territoire palestinien. Dans le Nord, quasiment plus aucune aide ne parvient. Après cinq mois de guerre, les civils, livrés à eux-mêmes, sont les premières victimes du siège israélien.

Clothilde Mraffko - 7 mars 2024 à 13h05

Les doigts gantés de la soignante enveloppent précautionneusement le petit corps dans un linceul blanc. Heba Ziadeh est morte le 1^{er} mars à Kamal Adwan, seul hôpital pédiatrique du nord de la bande de Gaza, « *faute de nourriture et de médicaments* », explique l'infirmière filmée par le photographe gazaoui Mousa Salem. Le biberon de lait que l'équipe médicale a réussi à lui procurer est arrivé trop tard. Sa sœur est elle aussi décédée, quelques jours plus tôt, dans le même hôpital.

Le personnel médical constate, impuissant, ce cercle infernal : les mères, mal nourries pendant leur grossesse, accumulent les carences. À la naissance de leurs bébés, elles n'arrivent pas à les allaiter car elles-mêmes ont faim. Mohamed al-Zayegh avait deux mois quand il est décédé, fin février. « *Tout s'est accumulé. Il est tombé malade, il avait un système immunitaire faible* », résume un soignant devant la caméra de Mousa Salem.

Selon le ministère de la santé local, vingt Gazaouis sont morts de faim et de déshydratation. Les premiers décès ont été constatés fin février, alors que l'enclave compte déjà plus de 30 000 Palestiniens tués depuis le début de la guerre. Les équipes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui ont effectué début mars leur première visite depuis octobre 2023 dans des hôpitaux du Nord, ont constaté des « *niveaux graves de malnutrition, [des] enfants mourant de faim, [de] graves pénuries de carburant, de*

nourriture et de fournitures médicales, [des] bâtiments hospitaliers détruits », résumait son directeur général, Tedros Adhanom Ghebreyesus, le 4 mars, sur le réseau social X.

À la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, l'ambassadeur palestinien, Riyad Mansour, a brandi une autre victime, Yazan al-Kafarna, 10 ans, visage émacié et corps décharné. « *Regardez nos enfants, regardez Yazan. Regardez l'agonie qu'ils endurent [...]. Cela doit cesser, pour l'amour de Dieu !* », a-t-il plaidé le 4 mars.

L'enfant était mort le matin même dans un hôpital de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza. Atteint d'une paralysie cérébrale, il avait besoin d'une alimentation équilibrée, impossible à trouver dans l'enclave coupée du monde. Même à Rafah, porte d'entrée de l'aide alimentaire, il n'y a plus de fruits, de produits frais, très rarement de la viande – qui se négocie à des prix exorbitants.

Israël assiège la bande de Gaza depuis cinq mois. « *Pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas de gaz, tout est fermé [...]. Nous combattons des animaux humains* », annonçait le 9 octobre 2023 le ministre de la défense israélien, Yoav Gallant, deux jours après l'attaque du Hamas sur son territoire. La faim fait partie de la stratégie israélienne dans l'enclave. « *C'est une arme de guerre ! Et cela va de pair avec l'intention de génocide dont Israël a été officiellement accusé devant la Cour internationale de justice* », dénonce Fidaa Alaraj, coordinatrice de la sécurité alimentaire et de la protection au sein de l'ONG Oxfam, jointe par téléphone à Rafah, où elle est déplacée.

Une « famine organisée »

Les terres agricoles ont été en grande partie détruites par les bombardements et bulldozers israéliens. Le port de Gaza est en ruine. « *Si vous affamez les gens en restreignant l'aide et le marché, en stoppant la production de nourriture, en polluant l'eau ou en la coupant carrément, qu'est-ce que vous faites ?*, demande Fidaa Alaraj. *Ce n'est pas un sous-*

produit de la guerre, c'est une famine organisée. »

Du nord au sud, tout le monde a faim à Gaza. Selon l'ONU, un quart de la population est même proche de la famine. Dans le Nord, où vivaient encore environ 300 000 personnes, les habitant-es survivent avec des feuilles et des galettes confectionnées avec des graines pour oiseaux ou de la nourriture pour animaux. « *La qualité de ce pain est incroyablement mauvaise. Même la nourriture pour animaux est en train d'être épuisée* », alertait le 28 février dans un communiqué Mahmoud Shalabi, gestionnaire de programme dans le nord de Gaza pour l'ONG Medical Aid for Palestinians.

Ahmed Qamar, 33 ans, se contente ces derniers temps d'un peu d'avoine mélangé à un bouillon et peine à trouver de quoi nourrir ses quatre enfants. La plus jeune a un an et demi.

« J'ai commencé à manger un repas tous les deux jours. Pas parce que je suis pauvre, j'ai les moyens, mais juste parce qu'on ne trouve rien sur les marchés, rapporte ce chercheur de l'ONG Euro-Mediterranean Human Rights Monitor, joint par téléphone dans la ville de Gaza. Hier, un jeune homme me confiait qu'il pouvait supporter les bombardements, la destruction, sa maison était en ruine... Qu'il soit blessé ou tué, peu lui importait ! Mais que son fils lui dise qu'il a faim et qu'il ne puisse rien lui donner, il n'y arrive pas. C'est un désastre. »

Le nord de la bande de Gaza coupé du monde

Le 26 janvier, la Cour internationale de justice avait ordonné à Israël d'autoriser davantage d'aide dans l'enclave. Les livraisons ont au contraire chuté de presque deux tiers en février. Le Cogat, bureau de l'armée israélienne chargé des Palestinien·nes dans les territoires occupés, responsable notamment de ce qui entre à Gaza, en rejette la responsabilité sur les organisations humanitaires, affirmant être aujourd'hui capable d'inspecter « *44 camions par heure*, explique Shimon Freedman, porte-parole pour les médias internationaux. *Nous inspectons plus vite qu'ils ne peuvent distribuer.* » Les deux points de passage sont dans le sud de la bande de Gaza.

Les organisations doivent ensuite coordonner leurs mouvements avec l'armée, pour n'être pas la cible de bombardements, et naviguer dans l'enclave où les routes sont difficilement praticables, en grande partie détruites. Les convois doivent également obtenir l'autorisation de passer d'autres checkpoints, notamment vers le nord, et ils sont souvent retardés, parfois contraints de faire demi-tour, faute d'avoir obtenu de passer à temps. Le Nord est coupé du monde. L'UNRWA a effectué sa dernière distribution à Gaza City le 23 janvier.

À cela s'ajoute désormais l'effondrement de l'ordre public. Les autorités civiles de Gaza, liées au Hamas, ont déserté après avoir été la cible de l'armée israélienne. Elles n'ont pas été remplacées. L'État israélien poursuit sa cabale contre les institutions de l'ONU, et notamment l'UNRWA. Il tente de contourner cette agence onusienne chargée des réfugié·es palestinien·nes, véritable institution à Gaza, la seule à même de prendre, en partie, le relais de la gouvernance de l'enclave. Dans le Nord, la partie la plus dévastée par les combats, sans présence humanitaire importante, les civils sont livrés à eux-mêmes, dans un vide institutionnel préoccupant.

Mardi 5 mars, un convoi de nourriture de 14 camions du Programme alimentaire mondial (PAM), bloqué par l'armée israélienne à un checkpoint avant d'atteindre le nord de l'enclave, a été pillé par « *une foule désespérée qui s'est emparée du chargement* », selon l'agence onusienne. Les 18 et 19 février déjà, d'autres convois du PAM avaient tenté de rallier le nord de la bande de Gaza : ils avaient été attaqués par des Palestiniens, essuyé des tirs, et un conducteur avait été frappé. Les sacs avaient été distribués à la va-vite, dans le chaos.

Le 29 février, 118 personnes qui attendaient une distribution à Gaza City ont été tuées et 780 autres blessées.

Israël a depuis coordonné l'acheminement d'aide *via* des prestataires privés locaux. Le Cogat affirme qu'une centaine de camions ont atteint le Nord « *ces derniers jours* ». Les véhicules appartiennent à des sociétés locales qui faisaient déjà le trajet depuis les points de passage

avant la guerre, rapportent plusieurs témoins palestiniens. Israël affirme que l'aide provient d'organisations internationales et de pays donateurs, sans plus de précisions. Depuis fin février, des livraisons semblent avoir lieu tous les jours, soit par la route « intérieure » au niveau du rond-point Al-Kuwaiti, soit par la route côtière, vers le rond-point Al-Nabulsi.

Le 29 février, selon les chiffres du ministère de la santé à Gaza, 118 personnes qui attendaient une distribution à ce carrefour, le long de la mer, ont été tuées et 780 autres blessées. L'armée israélienne conteste ce bilan et affirme que la « majorité des Palestiniens ont été tués ou blessés du fait de la bousculade ». Elle admet que ses soldats ont d'abord tiré en l'air puis, en se retirant, sur des « pillards [qui] se sont approchés de [ses] forces et ont posé une menace immédiate ». Les témoignages des rescapés et des médecins qui ont soigné les blessés contredisent largement ce récit.

Depuis l'hôpital Al-Shifa, à Gaza City, qui a reçu plus de 200 blessés, le chef du bureau de coordination humanitaire des Nations unies (Ocha) de Gaza, Georgios Petropoulos, affirmait le 1^{er} mars avoir « vu des gens avec des blessures par balle, [...] des amputés et des enfants dont les plus jeunes avaient douze ans ».

Abdallah est parti de Falouja, le nord de la ville de Gaza, la boule au ventre, désespéré d'entendre les pleurs de ses trois enfants tenaillés par la faim. La boutique de vêtements où travaillait le père de famille de 28 ans a fermé avec la guerre, il n'a pas de revenus depuis cinq mois. « Vers minuit, on s'est dirigés vers le rond-point Al-Nabulsi. On avait entendu qu'il allait y avoir une distribution d'aide. J'ai été surpris : beaucoup de gens aussi s'y rendaient », raconte-t-il dans un message parvenu à Mediapart.

Quand l'aide est arrivée, un peu avant l'aube, ils ont « commencé à courir vers le convoi ». « On a entendu des coups de feu très nourris, je suis tombé à terre et ai commencé à revenir vers l'endroit d'où je venais, afin de ne pas être blessé. » Certains ont réussi à mettre la main sur un sac de farine, d'autres sur des boîtes de conserve. Abdallah est rentré sain et sauf mais bredouille. « Je veux

juste un bout de pain pour mes enfants, rien de plus », plaide-t-il.

Les Palestiniens rapportent que l'armée israélienne tire très régulièrement sur la foule lors des livraisons humanitaires de ces derniers jours dans le Nord. Le Haut-Commissariat aux droits humains de l'ONU (OHCHR) dans les Territoires palestiniens occupés a répertorié « au moins 14 incidents impliquant des coups de feu et tirs d'obus » lors de distributions d'aide à Gaza City. Le 25 février, au moins dix personnes ont été tuées au rond-point Al-Nabulsi. « Israël, en tant que puissance occupante, a le devoir [...] de garantir que nourriture et soins médicaux soient fournis à la population, proportionnellement à ses besoins », a rappelé l'OHCHR.

« Tous ces parachutages, ça correspond à la cargaison d'un, voire deux camions. C'est très offensant. »

Ahmed Qamar, chercheur à Gaza

Certains pays, dont la France, ont effectué, à grand renfort de communication, des parachutages d'aide humanitaire sur le nord de la bande de Gaza. Les images de ces colis balancés du ciel, et des foules qui se précipitent pour tenter d'en attraper un, sont particulièrement humiliantes pour la population gazaouie. Certains paquets ont atterri en territoire israélien, d'autres dans la mer.

« C'est de la publicité pour les armées. Cela ne suffit pas ! Tous ces parachutages, ça correspond à la cargaison d'un, voire deux camions, regrette Ahmed Qamar. C'est très offensant. On veut de l'aide qui arrive de manière organisée. » Les parachutages « ne permettront pas d'éviter la famine », a appuyé Carl Skau, directeur exécutif adjoint du PAM. « Nous avons besoin de points d'entrée dans le nord de Gaza », ce qu'Israël refuse obstinément. Les Émirats arabes unis vont livrer de l'aide par bateau depuis Chypre.

« Ce n'est pas une crise humanitaire, c'est une guerre ouverte. Nous avons besoin d'un cessez-le-feu immédiat, martèle Fidaa Alaraj. Si la guerre s'arrête, nous devons toujours gérer une crise humanitaire mais au moins nous serons capables de le faire. Aujourd'hui, nous travaillons dans le fracas des combats. » Elle craint que le Sud ne

connaisse bientôt aussi des poches de famine comme le Nord.

Les gens ne mangent pas à leur faim et consomment uniquement des conserves, aux apports nutritifs limités. À Gaza, où la vie sociale s'organisait notamment autour des repas de famille du vendredi ou des grandes tablées de rupture du jeûne pendant le ramadan, les habitant·es redoutent l'arrivée du mois sacré des musulman·es, qui

devrait débiter cette année le 10 mars.

« Tu manges de la nourriture pour survivre. Pas parce que ça va t'apporter les nutriments nécessaires, pas parce qu'il est réconfortant de manger ou que c'est une activité sociale, analyse Fidaa Alaraj. L'alimentation a perdu toutes ses fonctions, elle n'est plus réduite qu'à assurer notre survie. »

Clothilde Mraffko